



PROJET DE PARC SOLAIRE VILLAGEOIS

Commune de Parcé-sur-Sarthe (72300)

Examen au cas par cas — Compléments

Juin 2024



Préambule

Soleil du Midi Développement – SDMD – a déposé auprès de la DREAL des Pays de la Loire le 15/05/2024 un dossier soumis à l'examen au « cas par cas ».

Par courrier en date du 30/05/2024, la DREAL des Pays de la Loire juge le dossier incomplet et demande plusieurs compléments.

Ce document vient exposer les demandes formulées par la DREAL et exposer les compléments à considérer pour la poursuite de l'instruction de notre demande.

Complément concernant le choix de fixation des structures

[RAPPEL DE LA DEMANDE DE COMPLÉMENTS]

« Compte tenu de l'exploitation antérieure du site comme carrière, l'usage de fixations par pieux battus a-t-il fait l'objet d'études géotechniques permettant d'aboutir à ce choix ? »

CHOIX DES STRUCTURES

Avant la construction d'un parc solaire au sol, une étude géotechnique de type G2 AVP, est réalisée. Cette mission a pour but de définir le type et les caractéristiques des fondations pour le projet, en fonction de la nature, de l'épaisseur et de la compacité des différents terrains rencontrés. Cette étude suppose la réalisation de :

- Sondages de reconnaissance géologique pour déterminer les limites et la nature des couches géologiques, d'observer les éventuelles venues d'eau ;
- Sondages au pénétromètre dynamique afin de déterminer en continu la résistance dynamique de pointe.

Cette étude nécessite des moyens et une intervention sur site. C'est pourquoi cette étude n'est réalisée qu'à partir du moment où le projet de construction du parc solaire est autorisé.

SDMD, forte de son expérience dans le développement et le suivi des chantiers de construction, sur des terrains similaires à celui du projet de Parc-sur-Sarthe, estime que le choix des structures se portera, comme dans une grande majorité de cas, vers des pieux battus, enfoncés sur une profondeur d'1 à 2m (cf. Photo 4). Cette solution permet de limiter l'emprise au sol, s'affranchit d'un recours au béton et est adaptée à un terrain qui a fait l'objet d'extraction de pierre/grave. D'autres solutions d'ancrage au sol existent, comme des gabions ou longrines (cf. Photo 3), qui sont choisies lorsque le terrain présente un risque de pollution et qu'une membrane géotextile recouvre le sol, qui ne doit pas être percée par des pieux battus. Ce n'est pas le cas ici. Enfin, une autre solution d'ancrage des structures recourt à des micropieux (cf. Photo 1 et Photo 2)

Compte-tenu de l'activité de carrière, les futures études (si le projet est autorisé) détermineront si les pieux pourront tenir les structures et modules. Un test d'arrachement sera effectué afin d'estimer de la compatibilité de cette technique de fixation avec la nature du sol. Dans le cas où le sol ne le permettrait pas, un changement de module sera privilégié avec des modules plus légers (et donc de plus petite taille).

La puissance du projet et son emprise resterait la même étant donné que la puissance surfacique (W/m^2) est sensiblement la même d'un modèle de module à un autre.

Les structures des tables photovoltaïques seront donc fixées avec des **pieux battus OU avec un système de micropieux** afin de **minimiser l'impact au sol du projet**. Les études géotechniques seront réalisées une fois l'obtention de l'autorisation.

EXEMPLE :

Ce cas s'est déjà présenté sur un projet récemment construit à Rives-du-Loir en Anjou (Soucelles) dans le Maine-et-Loire, développé par SDMD, pour un parc solaire de 299 kWc où nous avons finalement opté pour des modules de plus faible puissance pour rester sur une technique de micropieux (solution de notre partenaire et installateur AdiWatt) suite aux différents tests effectués. Le parc a été construit sur des anciens bassins de lagunages dans une zone avec un terrain relativement humide et souple.

N.B. : Les photos 1 et 2 ci-dessous ont été prises durant la phase chantier et datent de la fin d'année 2023.



Photo 1 : Structures en micropieux, avant battage des micro-pieux - Parc solaire de Soucelles - 299 kWc



Photo 2 : Tables photovoltaïques avec structures en micropieux - Parc solaire de Soucelles - 299 kWc



Photo 3 : Structures en longrines béton - Parc Solaire de la Petite Vicomté (Les Ponts-de-Cé (49))



Photo 4 : Structures en pieux battus - Parc Solaire de Camares (12) - SDMD

Complément concernant l'obligation légale de débroussaillage

[RAPPEL DE LA DEMANDE DE COMPLÉMENTS]

« Ensuite, au regard des abords du site boisés et arborés, les impacts pressentis de la mise en œuvre de l'OLD appellent à être précisés »

ASPECT JURIDIQUE

La croissance du nombre d'incendies ces dernières années en France a conduit à un renfort de la loi vis-à-vis des Obligations Légales de Débroussaillage (OLD).

La loi n°2023-580 du 10 juillet 2023¹ vient renforcer cette prévention contre ce risque incendie croissant et vise à garantir la sécurité et la santé des personnes. L'objectif de ces obligations est également de protéger les forêts et les autres habitats forestiers, réservoirs de biodiversité, en évitant la propagation des incendies.

Le Service d'Incendie et de Secours de la Sarthe (SDIS 72), par son arrêté du 1^{er} juillet 2019, établit les obligations relatives au débroussaillage, obligations qui seront respectées par le porteur de projet. Ce document est à retrouver en Annexe 1 : Arrêté SDIS 72 à propos de l'Obligation Légale de Débroussaillage

Le porteur de projet s'engage donc, pour les respects des obligations légales de débroussaillage et conformément à l'article 5 de l'arrêté, à :

- Enlever les arbres morts et dépérissant,
- Couper les broussailles de sous-bois,
- Élaguer toutes les branches basses des arbres selon les critères de l'article 5 de l'arrêté,
- Éliminer les rémanents par broyage,
- Maintenir la végétation à une hauteur inférieure à 0,5 mètre par rapport au sol.

Les OLD obligent également à entretenir les arbres maintenus : élagage à 2 m ou 1/3 de leur hauteur.

Ces actions seront menées sur un périmètre de 50 m autour de la zone d'implantation du projet (ZIP) définie à travers la Figure 2.

De plus, le porteur de projet s'engage à ne pas couper les arbres feuillus ou résineux susceptibles de dépasser une hauteur de 5 mètres.

¹ <https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/projet-de-decret-relatif-au-renforcement-de-l-a2974.html>

ENJEUX LIÉS À LA MISE EN PLACE DE L'OLD

À L'INTÉRIEUR DU SITE

[Mentionné dans l'annexe volontaire « Notice d'incidence » - page 19]

« En raison de l'enjeu, un débroussaillage du terrain sera réalisé sur le site afin de respecter les règles de débroussaillage (Cf arrêté SDIS 72). En effet, comme le montre les photographies prises à l'intérieur du site, celui-ci présente des arbres morts, des broussailles et d'autre végétation qu'il sera nécessaire de supprimer et débroussailler. Ce débroussaillage ne pourra être réalisé lors de la période la plus sensible, soit du 1^{er} Mars au 31 Juillet. »

Pendant la phase d'exploitation :

Indépendamment de l'OLD, l'entretien du site et de sa zone tampon sera réalisé par un prestataire extérieur. Celui-ci interviendra 1 à 2 fois par an à la fin de l'hiver (fin février-début mars) et à la fin de l'été (septembre). Le site sera entretenu soit par éco-pâturage, soit fauché par engin mécanique (cf. Figure 1). Dans le cas où le passage d'un engin mécanique ne serait pas possible, le passage d'une débroussailleuse manuelle sera mis en place. SDMD rappelle qu'aucun produit phytosanitaire de type désherbant sera utilisé pour la maîtrise de la végétation présente sur le site et dans le périmètre de ses OLD.

Le périmètre des 50 m soumis à l'OLD ne concernera que la partie au Sud du projet. Un entretien par débroussaillage n'est pas nécessaire sur les parties Ouest, Nord et Est du site en raison de leur activité respectives (agricole) ou de l'entretien déjà mis en place (fauche et tonte, boisement entretenu). Dans le cas où l'une des parcelles voisines viendraient à changer d'occupation, le propriétaire du terrain devra veiller à respecter les OLD prescrites dans l'arrêté SDIS.

Cet entretien a pour but d'éviter que la végétation ne cause de l'ombrage sur les modules. L'OLD sera donc respectée pour la partie clôturée tout en minimisant l'impact sur la biodiversité. L'entretien du site devra respecter les conditions fixées par l'arrêté SDIS 72 à propos des périodes de fauche/débroussaillage et de leur nature.



Figure 1 : Exemple de faucheuse pour parc solaire (Source : SUNSWING)

DANS LA ZONE TAMPON

La zone tampon, s'étalant sur 50m autour de la ZIP est visible ci-dessous. Elle englobe une partie des parcelles ZA 12-15-18- 72 et 80.

La surface totale de la zone tampon comprenant la ZIP s'élève à environ 4,1 ha (1,2 ha pour la ZIP et 2,9 ha pour la zone tampon).



Figure 2 : Zone Tampon de 50 m autour de la ZIP



Figure 3 : Occupation des sols - usages (Source : Géoportail)

Les parcelles **ZA 18 & 72 à l'Ouest** ont une **vocation agricole de type culture de Blé tendre** (RPG 2022²). Elles sont donc régulièrement entretenues et ne présentent pas de boisement ou de végétation susceptibles d'être impactés par l'OLD.

La parcelle **ZA 15 au Nord** est le jardin du lieu-dit « La Barbarinière ». Il est aussi **fauché** pour être entretenu, les impacts de l'OLD ne seront donc pas significatifs sur les espèces potentiellement présentes.

La partie Nord de la parcelle **ZA 80 (Nord-Est du site)** est une **prairie entretenue** (par fauche ou animaux) comme en témoigne le bâtiment agricole (poulailler ?). Le RPG 2012 indique une culture de blé tendre à cette période.

La zone en partie boisée au sud de la parcelle est exploitée pour de la **sylviculture** (cf. figure 2), elle ne présente pas de végétation susceptible de subir un impact de l'OLD puisque ce boisement est déjà entretenu et les arbres ne seront pas coupés.

La zone **Nord-Ouest de la parcelle ZA 12**, propriété de l'habitation du lieu-dit « La Guilminière », présente plusieurs arbres et est entretenue par une **tonte régulière**. Ici aussi, l'impact des OLD sera minimisé puisque les arbres seront préservés.

Enfin, la **partie au Sud du projet**, sur la parcelle **ZA 75**, est le résultat d'une évolution classique d'un terrain sans intervention humaine depuis le début des années 2000, après qu'il ait été exploité pour son gisement de grave (cf. figure 2 : Historique du site de la notice d'incidence environnementale – page 5). Plusieurs stades se sont succédés après la fin d'activité d'extraction : prairie, fourrés jusqu'au stade aujourd'hui où des arbustes commencent à coloniser le site.

² RPG : Registre Parcellaire Graphique

La zone centrale a toujours été utilisée comme accès, et ce, de manière régulière, à la zone d'extraction de la grave (où prendra place le projet solaire) comme en témoignent les vues aériennes et reportages photographiques.

Aujourd'hui, cet espace inclut un ensemble de végétaux dont seuls les arbres seront maintenus conformément à l'arrêté SDIS 72. Les impacts de l'OLD du projet seront donc limités à la suppression de quelques fourrés localisés à moins de 50 m de la clôture Sud du parc solaire. Ainsi, seuls 6% (~2500m²) de la zone tampon concernée par les OLD seront finalement concernés par une action concrète de débroussaillage.

De plus, la société TILT AUTO a mis en œuvre plusieurs travaux dans ce secteur, suite à une inspection de la DREAL en mai 2023 pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Pour renforcer ses moyens de lutte contre le risque incendie, une cinquantaine de VHU ont été déplacés, afin de terrasser une plateforme logistique accueillant aujourd'hui une citerne souple incendie de 120m³ ainsi qu'une borne à incendie à l'entrée du site.

Autres précisions apportées dans la notice d'incidence concernant l'activité de casse-automobile :

[Mentionné dans l'annexe volontaire « Notice d'incidence » - page 20]

« Le parc photovoltaïque se trouve à 80 m des véhicules hors d'usage les plus proches, qui, nous le rappelons sont dépollués et par conséquent vidés des huiles moteurs, essences et autres liquides inflammables. Ils n'ont pas de risque de s'enflammer. Le bâtiment le plus proche de la casse (cf. plans de masse) se situe quant à lui à plus de 100 m du parc photovoltaïque.

Enfin, une citerne incendie de 120 m³ est déjà présente sur le site comme le montre la photo ci-dessous (cf. Plan de masse). »

En résumé, **aucun impact significatif n'est attendu en termes de perte de biodiversité par la mise en place de l'OLD sur les parcelles cultivées, les prairies régulièrement fauchées et les jardins résidentiels dans la zone tampon autour de l'emprise du parc solaire.**

Seule une partie de la zone tampon au Sud de la parcelle ZA 75 sera impactée par l'OLD.

Cet impact se limite à une surface représentant 6% de la zone tampon, dans laquelle les fourrés seront supprimés, mais où les arbustes seront conservés.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Compte-tenu des demandes de compléments qui nous ont été adressées le **30/05/2024**, SDMD estime que **les informations fournies dans ce document complètent ainsi la notice d'incidence** fournie avec le dossier soumis à l'examen au « cas par cas » **déposé par SDMD le 15/05/2024**.

SDMD estime que le projet de Parc Solaire Villageois de Parcé-sur-Sarthe aura **des impacts positifs en matière d'environnement, notamment d'économie des énergies fossiles**, et contribuera à **l'atteinte des objectifs nationaux de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables**.

Par son **emprise réduite**, son installation sur un **site dépourvu d'un autre usage** plus approprié (agricole ou autre), dont le **sol est artificialisé, dégradé**, intégré dans l'emprise d'un centre de traitement de Véhicules hors d'usage, SDMD estime, par ses investigations, qu'il n'y a **pas d'enjeu nécessitant la réalisation d'une évaluation environnementale pour ce Parc Solaire Villageois**.

Annexe 1 : Arrêté SDIS 72 à propos de l'Obligation Légale de Débroussaillage



Direction Départementale
des Territoires de la Sarthe
Service eau-environnement

Arrêté préfectoral du 01 juillet 2019

Objet : arrêté relatif au débroussaillage obligatoire dans le cadre de la prévention et la protection contre les feux de forêt.

**Le Préfet de la Sarthe,
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code forestier et notamment son article L.111-2 et son livre Ier – Titre III ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code l'urbanisme ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu le code civil ;
Vu le code pénal ;
Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2018 portant règlement de protection de la forêt contre les incendies ;
Vu le Dossier Départemental des Risques Majeurs réactualisé en 2019 ;
Vu la consultation du public du 29 mai au 19 juin 2019 sur le présent arrêté ;
Considérant que le représentant de l'État dans le département arrête les modalités de mise en œuvre du débroussaillage selon la nature du risque d'incendie ;
Considérant que la forêt couvre 119 000 ha du département, soit 19 % de son territoire ;
Considérant que les bois, forêts et terrains assimilés tels que plantations, reboisements, parterres de coupe rase et landes du département sont particulièrement exposés aux incendies de forêt ; qu'il convient, en conséquence, d'édicter toutes mesures de nature à assurer la prévention des incendies de forêt, à en faciliter la lutte et à en limiter les conséquences ;
Considérant que certaines communes sont particulièrement exposées du fait d'une surface boisée importante ou de la présence d'une végétation boisée fortement inflammable et combustible ;
Considérant la récurrence des incendies de forêt dans le département qui confirme la vulnérabilité du département face à ce risque ;
Considérant que le réchauffement climatique pourrait avoir pour effet d'augmenter davantage ce risque ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires ;

ARRETE

Article 1 – champ du présent arrêté :

Les dispositions du présent arrêté sont applicables sur le territoire des communes du département de la Sarthe listées à l'annexe n°1 du présent arrêté, dans les bois, forêts et terrains assimilés tels que plantations, reboisements, parterres de coupe rase et landes.

Article 2 – liste des communes concernées :

Conformément au Document départemental sur les risques majeurs (DDRM), les communes du département listées à l'annexe n°1 du présent arrêté sont considérées comme particulièrement exposées aux incendies de forêt. Ainsi, seules ces dernières sont concernées par les obligations légales de débroussaillage du présent arrêté.

Article 3 – Périmètre et responsabilité des travaux de débroussaillage :

Conformément à l'article L.131-11 du code forestier, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires aux abords des habitations, constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres, y compris sur les fonds voisins (cf. article 7). Les termes « habitations, constructions, chantiers et installations de toute nature » recouvrent notamment les éléments suivants (liste non exhaustive) : cabanon de jardin, garage, piscine, atelier, hangar, serre permanente, cimetière, terrain de sport, aire de stationnement, dépôt de véhicule, habitation légère de loisir, caravane, terrain de camping, parc résidentiel de loisir, aire d'accueil des gens du voyage, carrière, éolienne, parc photovoltaïque, poste électrique, antenne, radar, relais...

Les travaux de débroussaillage sont à la charge du propriétaire des habitations, constructions, chantiers et installations de toute nature y compris sur les fonds voisins (cf. article 7).

Article 4 – définition du débroussaillage :

Conformément à l'article L.131-10 du code forestier, on entend par débroussaillage les opérations de réduction des combustibles végétaux de toute nature dans le but de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies. Ces opérations assurent une rupture suffisante de la continuité du couvert végétal.

Le débroussaillage a pour objectif la protection des personnes, des biens, des installations et des milieux naturels. Il ne vise pas à l'éradication définitive de la végétation et ne s'assimile ni à une coupe rase ni à un défrichement.

Le débroussaillage doit permettre un développement normal des peuplements forestiers en place et assurer leur renouvellement ou leur installation là où ils ne sont pas encore constitués, en laissant suffisamment de semis et de jeunes arbres. Par ailleurs, le débroussaillage ne devra pas détruire les espèces protégées ou les habitats d'espèce protégée.

Article 5 – nature du débroussaillage :

Les travaux de débroussaillage consistent à :

- enlever les arbres morts et dépérissants,
- couper les broussailles de sous-bois (herbes hautes, bruyère, genêt, ajonc, ronce...),
- élaguer toutes les branches basses des arbres (sur 2 mètres si leur hauteur totale est supérieure ou égale à 6 mètres ou sur 1/3 de leur hauteur si leur hauteur totale est inférieure à 6 mètres),
- éliminer les rémanents par évacuation ou broyage sur place,
- maintenir la végétation à une hauteur inférieure à 0,5 mètre par rapport au sol.

Le débroussaillage ne consiste pas à couper les arbres (feuillus ou résineux) quelle que soit leur hauteur s'ils sont susceptibles de dépasser une hauteur de 5 mètres à l'âge adulte. C'est le cas des essences comme le pin, le sapin, le cèdre, le douglas, le chêne, le châtaignier, le robinier, l'érable, le frêne, l'aulne...).

Article 6 – période et périodicité du débroussaillage :

Afin de garantir la meilleure sécurité du dispositif pendant la période à risque, les travaux de débroussaillage doivent être réalisés, dans la mesure du possible, avant le 01 mars de chaque année et lorsque le niveau de risque incendie est faible (s'adresser à la mairie ou au SDIS 72 pour connaître le niveau de risque du jour).

Le maintien en l'état débroussaillé consiste à débroussailler à nouveau dès que la végétation de sous-bois dépasse

0,5 mètre de hauteur par rapport au sol.

Article 7 – débroussaillage sur un fonds voisin :

Conformément aux articles L.131-12 et R.131-14 du code forestier, lorsque les travaux de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé doivent s'étendre au-delà des limites de sa propriété, celui à qui incombe la charge des travaux prend les dispositions suivantes à l'égard du propriétaire et de l'occupant du fonds voisin s'il n'est pas le propriétaire :

- Les informer des obligations de débroussaillage qui s'étendent à ce fonds, par un moyen permettant d'établir une date certaine (lettre recommandée avec AR, remise en main propre contre récépissé),
- Leur demander l'autorisation de pénétrer sur ce fonds aux fins de réaliser ces obligations de débroussaillage,
- Rappeler au propriétaire qu'à défaut d'autorisation donnée dans un délai d'un mois ces obligations de débroussaillage sont mises à sa charge.

Lorsque l'autorisation n'a pas été donnée, il en informe le maire de la commune.

Article 8 – cas d'exécution d'office par les autorités publiques :

Conformément aux articles L.131-11 et R.131-13 du code forestier, en cas de non exécution des travaux de débroussaillage, le représentant de l'État dans le département peut, indépendamment des pouvoirs du maire, décider qu'il sera pourvu au débroussaillage d'office aux frais du propriétaire des habitations, constructions, chantiers, installations de toute nature.

Article 9 – sanctions :

Conformément à l'article L.135-2 du code forestier et indépendamment des sanctions et poursuites pénales prévues à l'article L.163-5 du code forestier qui peuvent être exercées, en cas de violation constatée de l'obligation de débroussailler, le maire ou, le cas échéant, le représentant de l'État dans le département met en demeure la personne tenue à l'obligation de débroussailler d'exécuter les travaux de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé dans un délai qu'il fixe.

Lorsque cette personne n'a pas procédé aux travaux prescrits par la mise en demeure à l'expiration du délai fixé, le maire saisit l'autorité administrative compétente de l'État, qui peut prononcer une amende dont le montant ne peut excéder 30 euros par mètre carré soumis à l'obligation de débroussaillage.

Article 10 – publicité et recours :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication au Recueil des Actes Administratifs.

Article 11 – exécution :

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Sarthe, la Directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, les maires, le Directeur Départemental des Territoires de la Sarthe, le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de la Sarthe, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours, la Directrice régionale de l'Office National des Forêts, le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, le Délégué Militaire Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Nicolas QUILLET

Annexe n°1 : liste des communes considérées comme exposées aux incendies de forêt

Aillières-Beauvoir	La Bazoge	Pincé
Allonnes	La Chapelle-aux-Choux	Poillé-sur-Vègre
Ancinnes	La Chapelle-d'Aligné	Pontvallain
Ardenay-sur-Mérize	La Chapelle-Saint-Fray	Précigné
Arnage	La Chapelle-Saint-Rémy	Pruillé-le-Chétif
Asnières-sur-Vègre	La Flèche	Pruillé-l'Éguillé
Aubigné-Racan	La Fontaine-Saint-Martin	Requeil
Auvers-le-Hamon	La Suze-sur-Sarthe	Roézé-sur-Sarthe
Auvers-sous-Montfaucon	Laigné-en-Belin	Rouessé-Vassé
Avoise	Lavardin	Ruaudin
Bazouges-Cré-sur-Loir	Lavaré	Ruillé-en-Champagne
Beaumont-Pied-de-Bœuf	Lavernat	Saint-Biez-en-Belin
Beillé	Le Breil-sur-Mérize	Saint-Célerin
Bonnétable	Le Grand-Lucé	Saint-Denis-d'Orques
Bouër	Le Grez	Sainte-Sabine-sur-Longève
Bouloire	Le Luart	Saint-Germain-d'Arcé
Bousse	Le Lude	Saint-Gervais-en-Belin
Brette-les-Pins	Le Mans	Saint-Jean-d'Assé
Cérans-Foulletourte	Le Tronchet	Saint-Jean-de-la-Motte
Challes	Ligron	Saint-Jean-du-Bois
Champagné	Lombron	Saint-Marceau
Champfleur	Longnes	Saint-Mars-de-Locquenay
Changé	Loué	Saint-Mars-d'Outille
Chassillé	Louplande	Saint-Mars-la-Brière
Château-l'Hermitage	Louzes	Saint-Ouen-en-Belin
Chemiré-en-Charnie	Luché-Pringé	Saint-Rémy-de-Sillé
Chemiré-le-Gaudin	Malicorne-sur-Sarthe	Saint-Symphorien
Clermont-Créans	Mansigné	Sarcé
Conflans-sur-Anille	Marigné-Lailly	Savigné-sous-le-Lude
Conlie	Mayet	Sillé-le-Guillaume
Connerré	Melleray	Soulitré
Coudrecieux	Mézeray	Spay
Coulans-sur-Gée	Mézières-sous-Lavardin	Surfonds
Coulongé	Moncé-en-Belin	Teloché
Courcelles-la-Forêt	Montaillé	Tennie
Courtillers	Montfort-le-Gesnois	Thorée-les-Pins
Crissé	Montreuil-le-Chétif	Trangé
Dollon	Mont-Saint-Jean	Tresson
Domfront-en-Champagne	Mulsanne	Tuffé-Val-de-la-Chéronne
Dureil	Neufchâtel-en-Saosnois	Vaas
Écommoy	Neuville-lais	Verneil-le-Chétif
Écorpain	Neuville-en-Charnie	Villaines-la-Carelle
Fay	Noyen-sur-Sarthe	Villaines-sous-Lucé
Fercé-sur-Sarthe	Oizé	Villeneuve-en-Perseigne
Fillé	Parcé-sur-Sarthe	Voivres-lès-le-Mans
Guécélard	Parennes	Volnay
Joué-en-Charnie	Parigné-le-Pôlin	Yvré-le-Pôlin
Juigné-sur-Sarthe	Parigné-l'Évêque	Yvré-l'Évêque
Jupilles	Pezé-le-Robert	

Annexe n°2 : carte des communes considérées comme exposées aux incendies de forêt

